



## Conseil économique et social

Distr. générale  
24 avril 2012  
Français  
Original : anglais

---

### Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire\*

**Débat de haut niveau : examen ministériel annuel**

### **Déclaration présentée par la Congrégation de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/2012/100.



## Déclaration

Les facteurs nécessaires à l'élimination de la pauvreté sont énoncés dans le thème de l'examen ministériel annuel ci-après : « Promouvoir la capacité de production, l'emploi et un travail décent en vue d'éliminer la pauvreté dans le cadre d'une croissance économique inclusive, durable et équitable à tous les niveaux qui permette d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). » Les objectifs, axés sur l'élimination de la pauvreté et l'autonomisation de 50 % de la population (femmes et filles), seront atteints en favorisant l'égalité entre les sexes, ainsi que l'accès à l'éducation, aux services de santé, aux droits fonciers et aux marchés financiers, notamment en milieu rural. La difficulté consiste à trouver les moyens de traduire dans les faits les valeurs ambitieuses de l'Organisation des Nations Unies et d'atteindre les objectifs définis, dans un univers mondialisé, riche et axé sur le profit qui privilégie la production et la consommation, et qui laisse se perpétuer les violations des droits de l'homme allant de pair avec la persistance de l'inégalité entre les sexes, de l'extrême pauvreté, de la faim ou de la malnutrition. Il importe au plus haut point de mettre en place d'autres modèles économiques, de redistribuer les ressources et de trouver de nouvelles perspectives qui permettront d'augmenter la capacité de production, de promouvoir l'emploi et d'améliorer les possibilités de travail décent.

Les travaux réalisés par notre organisation avec les femmes et les filles des milieux ruraux, dans le monde entier, sont autant d'exemples qui corroborent cette analyse. Lors d'une audience consacrée à l'agrochimie, qui s'est tenue récemment à Bangalore (Inde), le Tribunal permanent des peuples a indiqué que les sociétés agrochimiques avaient acquis une richesse et un pouvoir énormes, en tirant profit des technologies et des produits dangereux qu'elles avaient introduits dans l'agriculture. Prônant le respect des droits fondamentaux, s'agissant en particulier des populations vulnérables, le Tribunal a exhorté les autorités nationales à ne ratifier aucun nouvel accord commercial ou financier qui ne tiendrait pas compte des normes applicables en la matière. Il a également indiqué que les gouvernements devraient, aux termes de la législation nationale, éviter d'accorder l'immunité pénale aux sociétés agrochimiques, et veiller à ce que les scientifiques, les agriculteurs, les défenseurs des droits de l'homme et de l'environnement ne soient pas victimes, directement ou indirectement, de harcèlement et d'intimidation. Ces recommandations peuvent s'appliquer dans bien d'autres secteurs du monde des entreprises.

Les pratiques optimales de notre organisation témoignent de la transformation qui s'opère lorsque les femmes et les filles peuvent vivre dans la dignité en ayant accès à leurs droits fondamentaux et à la justice, au niveau aussi bien individuel que communautaire. Au Paraguay en 2011, un programme de développement communautaire a permis de créer, sur le modèle du partenariat, 180 jardins agroécologiques, qui ont, à leur tour, favorisé la redistribution de biens communautaires (l'eau notamment), l'acquisition de compétences en matière de gestion, une distribution plus équitable des tâches ménagères, la production d'une alimentation saine, le développement de techniques de transformation des aliments, ainsi que des progrès économiques. Le succès d'un projet visant à promouvoir, dans une optique fondée sur le respect des droits, le développement socioéconomique des femmes marginalisées dans les castes et tribus répertoriées du Madhya Pradesh (Inde), atteste de l'importance cruciale que l'appropriation, la participation et la prise de décisions au niveau local revêtent dans l'élimination de la pauvreté. Les

progrès accomplis demeurent néanmoins précaires face à la dévastation et à l'appauvrissement s'ils ne s'accompagnent pas d'une transformation systémique et structurelle qui sous-tende la mise en œuvre de cette approche.

L'Initiative des Nations Unies pour un socle de protection sociale, préconise une politique cohérente et adaptée à la situation de chacun des pays visés, assurant à toute personne vivant dans la pauvreté l'accès à des services et à un revenu minimum, tout en garantissant l'adoption d'une démarche propice aux droits de l'homme. La mise en œuvre de cette Initiative, prévue d'ici à 2020, permettra d'augmenter la capacité de production et de favoriser une croissance économique, inclusive, durable et équitable.

---